



Nouvelle Stratégie Européenne Handicap 2021-2030

Domaines prioritaires pour le BDF :

1. Accessibilité :

- Rendre les biens et services accessibles aux personnes handicapées et promouvoir le marché des aides techniques. La directive européenne sur l'accessibilité (EAA) doit être correctement transposée et mise en œuvre.
- Rendre le Rail accessible aux personnes handicapées de la manière la plus autonome qui soit.
- Renforcer le concept d'« accessibilité universelle ». En Belgique, une seule université (faculté d'architecture) assure une formation – optionnelle - sur ce concept. Toutes les nouvelles constructions ou rénovations de logements sociaux devraient être énergétiquement durables mais aussi accessibles ou adaptables aux personnes handicapées et personnes âgées.
- Tous les bâtiments pour sans-abris devraient être accessibles aux sans-abris handicapés.
- Tous les bâtiments pour femmes victimes de violence conjugales devraient être accessibles aux femmes handicapées
- La transition institutionnelle doit permettre aux personnes handicapées de poser un vrai choix dans le respect de leurs besoins et souhaits.
- Promouvoir le développement de l'European Disability Card (EDC) et l'étendre à l'ensemble des Etats membres de l'Union européenne (UE).

2. Participation des personnes handicapées dans la société :

- Veiller à ce que les personnes handicapées bénéficient de tous les avantages de la citoyenneté de l'UE.
- Éliminer les obstacles à une participation égale à la vie publique et aux activités de loisirs.
- Promouvoir la fourniture de services communautaires de qualité.
- Promouvoir l'utilisation du langage facile à lire et à comprendre (FALC) et la généraliser l'utilisation de la langue des signes.
- Impliquer les personnes handicapées dans les processus de décision qui les concernent au travers des conseils d'avis et/ou des organisations qui les représentent – donner les moyens financiers à ces structures de participer aux exercices de réflexion.

3. Egalité :

- Lutter contre la discrimination fondée sur le handicap et promouvoir l'égalité des chances.
- Des actions doivent être entreprises pour mettre fin aux situations de dépendance financière et matérielle des femmes handicapées : par exemple lors de violences sexuelles, ces situations favorisent le secret et l'impunité des commettants, s'installent alors des abus de pouvoir et des abus de confiance.
- Les femmes handicapées subissent une double discrimination dans des domaines essentiels tels la formation et l'emploi.
- Porter une attention spécifique aux femmes handicapées issues de l'immigration.



- Toute personne handicapée a le droit d'accéder à des services essentiels de qualité, y compris l'eau, les services d'assainissement, l'énergie, les transports, les services financiers et les communications numériques. Tous ces services doivent toujours être financièrement abordables.
- Lutte contre le *non take-up* : réflexion sur les limites à l'utilisation des technologies numériques – assurer une approche administrative proactive et une plus grande proximité (outreach) des services de première ligne.
- Accorder une attention spécifique aux personnes handicapées issues de l'immigration.

4. Discrimination :

- Une inclusion sociale et économique des personnes handicapées, sans discrimination et dans le plein respect de leurs droits.
- Les concepts d'« aménagements raisonnables » et d'« actions positives » doivent être renforcés pour rendre effective l'inclusion dans le plus grand nombre de domaines de vie.
- Les personnes handicapées sont exposées à la violence, en particulier les enfants et les femmes.
- Envisager l'introduction de quota de représentation minimum de femmes handicapées et d'hommes handicapés dans les assemblées élues et dans les mandats exécutifs.

5. Emploi :

- Accroître la participation des personnes handicapées au marché du travail ordinaire, où elles sont actuellement largement sous-représentées.
- Améliorer le recrutement et l'emploi des personnes handicapées par les institutions de l'UE (valeur d'exemple de l'UE !). Le taux d'emploi des personnes handicapées en Belgique¹ est un des plus faible de l'Union européenne : 40.7% pour 66.4% pour les personnes valides (Eurostat de 2011²). Les PH sont éloignées du travail en partie parce que le marché n'en veut pas.
- La directive 2000/78 doit être renforcée. Toute relation de travail (rémunérée ou gratuite) doit être soumise à une couverture sociale minimale sur le court terme (soins de santé, chômage) et sur le long terme (pension).
- Instituer le principe de la responsabilité sociétale des employeurs du secteur privé ; créer une labellisation « employeurs engagés ».
- Créer un *award* emploi inclusif annuel (en parallèle de l'award accessibilité des villes).
- Les Conseils d'entreprises doivent avoir une reconnaissance juridique similaire aux Conseils d'administration : leur voix doit avoir même valeur pour la gestion quotidienne ou les réorientations économiques ou sociales de la société.
- Les personnes handicapées qui veulent travailler doivent avoir accès à tous les programmes de formation.
- Les prestations de chômage doivent être accessibles aux travailleurs handicapés, aux stagiaires handicapés, aux travailleurs handicapés en formation...

¹ <https://statbel.fgov.be/fr/nouvelles/23-des-personnes-avec-un-handicap-ont-un-emploi>

² <http://ec.europa.eu/eurostat/web/lfs/data/database>



6. Education et formation :

- Promouvoir l'éducation inclusive et l'apprentissage tout au long de la vie pour les étudiants et les élèves handicapés.
- Soutenir une éducation qualifiante et porteuse sur le marché de l'emploi.
- De nombreux États membres pourraient faire un meilleur usage des compétences et qualifications des personnes handicapées et favoriser leur accès à une éducation et à une formation inclusives et de qualité.
- Améliorer l'accessibilité et l'inclusion dans les écoles européennes.

7. Protection sociale :

- Promouvoir des conditions de vie décentes, lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Les personnes handicapées sont confrontées à un risque important de pauvreté et d'exclusion sociale.
- Assurer une protection sociale des personnes et des familles dès le plus jeune âge : crèches et écoles inclusives : garantir des moyens réels et suffisants pour former le personnel et rendre le bâti et les cours accessibles.
- Elargir les possibilités de congés de répit et d'accompagnement : les périodes d'accompagnement d'aidant proche doivent être valorisées sur le plan de la protection sociale.
- Développer des services collectifs répondant aussi aux besoins des enfants handicapés et financièrement abordables pour les familles. Ces services doivent également être accessibles en période de crise sanitaire.
- Les allocataires sociaux ont généralement une couverture sociale réduite et ne bénéficient pas des aides à la formation, emploi, etc. (allocations = régime résiduaire).
- Les contrats d'apprentissage, bénévolats d'utilité collective doivent jouir d'une couverture sociale.
- Les aidants proches doivent recevoir une couverture sociale durant les périodes d'accompagnement + valorisation pour la pension.
- Les allocations pour personnes handicapées doivent au moins atteindre le seuil de pauvreté.
- Les droits dérivés doivent toujours être maintenus pour les revenus les plus bas. Un règlement européen en ce sens est nécessaire.

8. Santé :

- Promouvoir l'égalité d'accès aux services de santé collectifs et aux installations connexes. La crise covid19 crée un effet de loupe sur les faiblesses et les lacunes du système belge. Beaucoup de personnes handicapées ont dû arrêter leur trajet de soins en hôpital ou à domicile.
- Les soins collectifs doivent être accessibles aux personnes handicapées.
- Les soins spécialisés pour personnes handicapées doivent être financièrement abordables.



9. Action extérieure :

- Promouvoir les droits des personnes handicapées dans les programmes d'élargissement de l'UE et de développement international.
- Les personnes handicapées font état d'obstacles à leur libre circulation dans les États membres.
- Promouvoir les dialogues stratégiques avec les ONG de personnes handicapées, les ONG de promotion de l'égalité, les membres des mécanismes de suivi indépendants mis en place dans le cadre de la CDPH, les représentants des États membres et les membres du Parlement européen.

10. Base de données et collecte de données :

- Augmenter la collecte de données relatives au handicap , les indicateurs, le suivi, l'établissement de rapports, la sensibilisation, la garantie de la participation et la consultation des personnes handicapées.